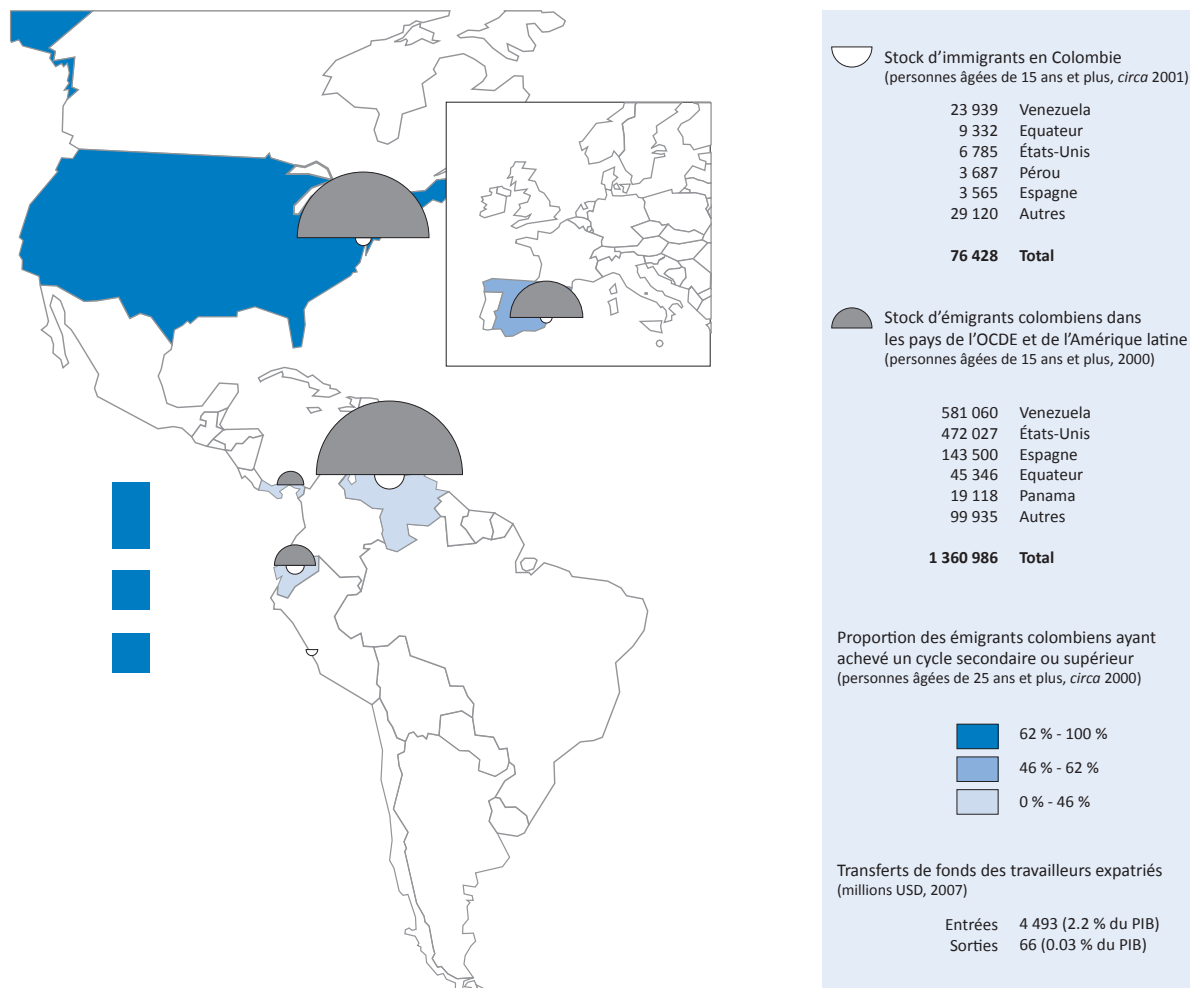


COLOM

Colombie

L'émigration s'est nettement renforcée depuis quelques années au départ de la Colombie. Des facteurs économiques et politiques sont à l'origine à la fois de l'émigration volontaire et de l'émigration subie.

Figure 1. Stocks des immigrés en Colombie et des émigrés colombiens. Niveau d'éducation des Colombiens émigrés dans les pays de l'OCDE et d'Amérique latine



Note : Cette figure indique les stocks de migrants enregistrés dans les recensements nationaux ainsi que les transferts privés figurant dans les données de la balance des paiements. Elle ne fait donc pas apparaître les flux formels ou informels non enregistrés, qui peuvent être substantiels.

Source : Pour plus d'information sur les définitions et les sources, consulter l'Annexe statistique.

La société colombienne connaît depuis quelques décennies une vague massive d'émigration. Près de 4.7 % des Colombiens vivent désormais à l'étranger. Le Venezuela et les États-Unis sont les principaux pays d'accueil, suivis par l'Espagne, l'Équateur et le Panama.

Les flux historiques et actuels de l'immigration sont relativement faibles par rapport à ceux enregistrés par d'autres pays d'Amérique latine : les immigrés ne représentent que 0.3 % de la population de la Colombie.

Les émigrés colombiens installés aux États-Unis ont un niveau d'éducation supérieur à celui observé dans les autres pays d'accueil. Près de 72 % d'entre eux ont achevé un cycle secondaire ou supérieur, alors que pour leurs compatriotes vivant au Venezuela et en Espagne, la proportion n'est plus que de 22 et 47 % respectivement.

Histoire des migrations et évolution des politiques

Tout au long de son histoire, les flux migratoires au départ de et vers la Colombie sont faibles par rapport à ceux enregistrés dans les autres pays d'Amérique latine. Facteurs économiques et conflits intérieurs ont toutefois suscité depuis quelques décennies une forte émigration. Selon le dernier recensement, près de 4.7 % des Colombiens vivent à l'étranger (plus de 1.3 million de personnes), pour la plupart au Venezuela et aux États-Unis. Les statistiques officielles font état d'un chiffre supérieur, puisqu'elles estiment que 3 millions de Colombiens résident dans un autre pays.

Ce résultat est en grande partie lié aux vagues d'émigration de ces dernières années. La première vague importante a eu lieu à la fin des années 1960. Les Colombiens sont surtout partis vers le Venezuela et les États-Unis, à la faveur du boum du pétrole chez leur voisin et des opportunités ouvertes par la loi américaine sur l'immigration de 1965. Ensuite, à partir du milieu des années 1980, le ralentissement économique et la montée du chômage en Colombie ont incité de nouveaux Colombiens à tenter leur chance à l'étranger. Pendant cette période, les schémas migratoires reflètent l'adoption de programmes de travail pour les immigrés peu qualifiés au Royaume-Uni et l'octroi de permis permanents par la loi américaine sur la réforme et le contrôle de l'immigration (IRCA) de 1986.

À la fin des années 1990, les difficultés macro-économiques de la Colombie sapent la confiance des habitants dans ses capacités de rebond. En 1999, l'économie se contracte de 4.2 %, sous l'effet de sa première récession en plus de 50 ans. Simultanément, la situation intérieure se détériore avec le renforcement de la guérilla et des groupes paramilitaires. Les civils sont de plus en plus touchés par le conflit, ce qui provoque des exodes massifs des populations rurales vers les villes ou en dehors du pays.

En dépit d'une réelle amélioration des conditions macro-économiques, du recul progressif de la criminalité et de la violence, et le durcissement des politiques d'immigration en Amérique du Nord et en Europe, l'émigration colombienne n'a pas ralenti ces dix dernières années. On estime que près de 46 000 Colombiens ont émigré chaque année entre 1996 et 2006 vers des pays de l'OCDE (OCDE, 2008). Face à cette réalité, les autorités colombiennes s'efforcent de maintenir des liens étroits avec les communautés de la diaspora. C'est le cas avec ColombiaNosUne, une initiative visant à identifier et à aider les émigrés colombiens et à appuyer les réseaux d'entrepreneurs.

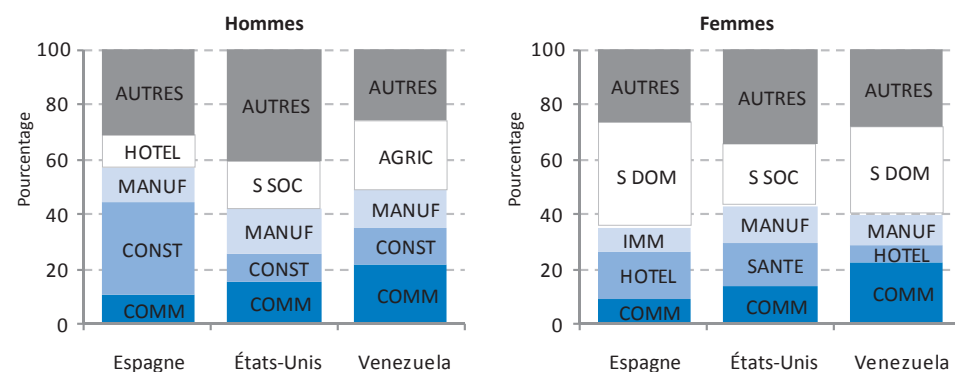
L'immigration est restée faible pendant cette période et n'a jamais été, dans la période contemporaine, un véritable phénomène en Colombie. Depuis le début du 20^e siècle, les gouvernements s'efforcent d'inciter des Européens à immigrer, mais ces initiatives restent inopérantes, à cause notamment des conflits intérieurs en Colombie – comme l'épisode de guerre civile qui a sévi entre 1948 et 1960 et qui a été surnommé La Violencia.

Marché du travail

Les taux de participation des Colombiens aux marchés du travail de leurs pays de résidence semblent être supérieurs à ceux des autochtones, une preuve du caractère économique de leur motivation à émigrer.

Figure 2. Répartition des émigrants colombiens par activité dans les trois principaux pays d'accueil

(circa 2000, en pourcentage du total des travailleurs)



Note : La nomenclature suivie est celle de la Classification internationale type par industrie (CITI, Rév. 3) et de l'Insee (NAF, Rév. 2) ; les abréviations suivantes sont utilisées : AGRIC : agriculture et pêche ; IMM : immobilier, locations et activités de services aux entreprises ; CONST : construction ; SANTE : santé et action sociale ; HOTEL : hôtels et restaurants ; S DOM : personnel domestique ; MANUF : activités de fabrication ; S SOC : services collectifs et sociaux ; et COMM : commerce de gros et de détail.

Source : Centre de développement de l'OCDE d'après OCDE (2008), données DI0C et les recensements nationaux des années 2000 en Amérique latine (traités avec le système en ligne de la Cepalc Redatam+SP).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/738147176546>

La figure 2 trace le profil professionnel des travailleurs colombiens dans leurs trois principaux pays d'accueil : Espagne, États-Unis et Venezuela. Si la plupart des immigrants colombiens en Espagne et au Venezuela se concentrent dans quelques activités qualifiées, ceux résidant aux États-Unis travaillent dans une large palette de secteurs.

Pour les hommes, le BTP et l'agriculture arrivent respectivement en tête des activités en Espagne et au Venezuela. Dans ces deux pays, les femmes colombiennes travaillent surtout comme employées de maison. La situation est très différente aux États-Unis, où les immigrants colombiens sont présents dans des secteurs à plus haute qualification, comme les services sociaux, la santé, les activités de fabrication et le commerce.

Ces écarts dans les profils professionnels sont conformes aux niveaux éducatifs des groupes correspondants. L'émigration colombienne vers les États-Unis se distingue à cet égard : plus de 72 % des émigrants vers ce pays ont achevé un cycle secondaire ou supérieur, et 28 % d'entre eux ont suivi des études universitaires ou techniques. À titre de comparaison, les chiffres correspondants en Espagne sont de 47 et 19 %.

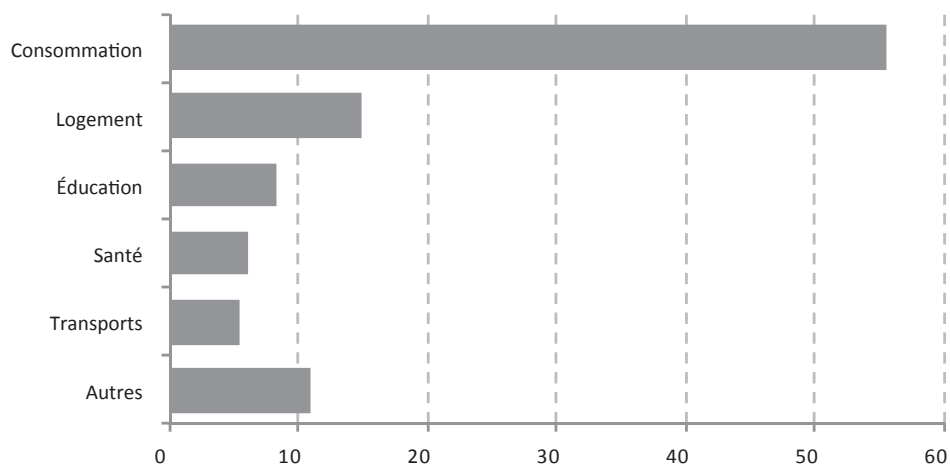
Pour améliorer l'insertion professionnelle des émigrés, les autorités colombiennes proposent des programmes de formation technique à leurs ressortissants installés à l'étranger. C'est le cas par exemple pour les Colombiens résidant en Espagne, qui se voient offrir des cours co-certifiés par le service national colombien de l'apprentissage (SENA) et le système éducatif espagnol. En outre, le SENA a conclu plusieurs accords bilatéraux avec des ONG locales pour aider les immigrants sous contrat de travail temporaire en Espagne.

Relation avec le pays d'origine et intégration dans le pays d'accueil

Les transferts privés prennent de plus en plus d'importance dans l'économie colombienne : en 2007, ils représentaient 2.2 % du PIB national, soit pratiquement trois fois plus qu'en 2000. Les sorties de fonds, reflétant la faiblesse du nombre des immigrants installés en Colombie, représentent moins de 0.1 % du PIB.

Figure 3. Principales utilisations des transferts privés en Colombie, 2004

(en pourcentage des dépenses courantes totales)



Source : DANE, enquête auprès des ménages dans la zone métropolitaine centre-ouest (2004).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/738160478385>

L'enquête 2004 auprès des ménages de la zone métropolitaine centre-ouest (AMCO) révèle que 18 % de ces ménages bénéficient de transferts de fonds internationaux, dont 56 % appartenant aux couches socio-économiques intermédiaires. Les transferts privés constituent une importante source de revenu pour les ménages interrogés : en moyenne mensuelle, ils reçoivent 173 USD, soit 10 % du revenu moyen des foyers colombiens.

Comme l'indique la figure 3, ces ressources servent avant tout à financer la consommation (55 %), notamment pour les produits alimentaires et les services de base. Les transferts privés sont aussi un moyen essentiel pour acquérir des biens durables. Quelque 10 % des ménages bénéficiaires affectent ces fonds à l'achat d'un bien immobilier et 40 % ont investi dans l'amélioration de leur logement ces cinq dernières années. Mi casa con remesas – une initiative conjointe entre le secteur privé et la BID – explique en grande partie ce phénomène : elle facilite les achats de logement par les familles qui reçoivent régulièrement des transferts internationaux. En outre, le ministère des Affaires étrangères, en liaison avec le secteur du BTP, organise des foires immobilières dans les principaux pays d'accueil pour inciter les Colombiens résidant à l'étranger à acquérir un logement.